

# Helvetistan : le monde arabe de la Suisse ?

Peter Niggli **La Suisse a-t-elle un problème de politique étrangère comparable à celui des Etats-Unis et de la France avec les dictatures arabes ? La question se pose en regard des pays d'Asie centrale qui font partie de son groupe de vote au Fonds monétaire international (FMI).**



Photo: Keystone

Engagement de l'armée contre une manifestation en Ouzbékistan, mai 2005. En termes de répression et d'enrichissement personnel, les autocrates de l'Helvetistan n'ont rien à envier aux dictateurs arabes.

Quelques despotes de l'Asie centrale n'ont rien à envier aux dictateurs arabes en matière d'Etat policier et d'enrichissement personnel. Ils les surpassent même en termes de dysfonctionnement étatique, de décomposition des infrastructures et de corruption.

Les remarques critiques entendues à la session de printemps des Chambres fédérales n'étonnent donc guère. Le conseiller aux Etats Dick Marty (PRD) a estimé inacceptable que le groupe de vote suisse au FMI donne une « légitimité » à ces régimes. Le conseiller national Carlo Sommaruga (PS) a exigé de repenser la composition de ce groupe. Et Hans-Juerg Fehr (PS), dans une motion, a exigé du Conseil fédéral qu'il réoriente sa stratégie envers les pays « gouvernés de manière autocratique ». Le Conseil fédéral propose de refuser la motion. Le dernier mot reviendra au Parlement.

## Groupe de vote hétérogène

Le FMI compte 187 Etats. Les plus influents sont ceux qui figurent parmi les 24 membres du Conseil d'administration. Huit poids lourds comme les Etats-Unis disposent d'un siège. Les autres administrateurs représentent des groupes de vote dans lesquels se répartissent les 163 membres sans siège exécutif. Il y a des groupes de vote qui correspondent à des espaces économiques régionaux : deux africains, deux asiatiques, deux latino-américains, un européen du Nord et un proche-orient-

tal. D'autres groupes sont hétérogènes et servent souvent uniquement à offrir un siège directorial à des petits pays riches comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie ou la Suisse. Le nôtre est de loin le plus composite. C'est pourquoi il est fortement menacé par la réforme en cours des droits de vote au FMI : deux sièges européens reviendront à des pays émergents.

## Le prix à payer

La Pologne a rejoint le groupe suisse, parce que la vice-présidence lui permettait d'améliorer son statut. Les pays d'Asie centrale devenaient indépendants quand la Suisse recrutait des membres ; ils ne voulaient en aucun cas adhérer à un groupe russe. La Serbie est venue en 2000, parce que le groupe suisse était le seul européen sans membre fort de l'OTAN.

Ce groupe de vote a cependant un prix pour la Suisse. En 1992, le bruit courait que notre pays avait payé les billets d'entrée des républiques d'Asie centrale. Il a été démenti officiellement. En fait, dans la première moitié des années 1990, ces nouveaux membres ont reçu des sommes considérables de la Suisse. Dans le cas de la Serbie, la Suisse a couvert ses obligations accumulées envers le FMI avec un crédit transitoire et lui a fait miroiter une aide.

De plus, la Suisse a commencé des activités de coopération au développement dans les pays d'Asie centrale. L'aurait-elle fait également si ceux-ci n'avaient pas rejoint son groupe de

vote ? Difficile à affirmer. Elle a, à vrai dire, pas mal lésiné sur les moyens. Cela a valu des critiques au ministre des finances de l'époque, Kaspar Villiger, lors de son voyage en Asie centrale en 2000. Le conseiller fédéral affirma par la suite que la Suisse devait consolider « sa crédibilité de parrain aussi par de l'aide bilatérale ». Autrement dit, cela ne suffisait pas de s'engager à la Banque mondiale pour des crédits en faveur des membres de son groupe. En 2001, le Conseil fédéral a décidé d'augmenter son aide à 44 millions par an. Un soutien « généreux » fut aussi octroyé à la Serbie.

#### « Nous ne pouvons pas plaire à tout le monde »

C'est dans ces années-là que des voix critiques se sont élevées contre la politique du Conseil fédéral envers l'Asie centrale. Motif ? Il était plus important pour lui de maintenir son groupe de vote que d'influer sur la situation des droits humains. La critique a atteint son point culminant quand, en 2005, le gouvernement ouzbek a réprimé dans le sang un soulèvement populaire. Le ministère des finances s'est voulu rassurant en répondant que le groupe de vote permettait d'« aborder également des questions politiques touchant à la démocratisation et aux droits humains ». Pietro Veglio, alors administrateur à la Banque mondiale, déclara plus clairement : « Nous n'avons rien à voir avec les questions de droits humains. La Banque mondiale fonctionne selon des règles prescrites. Nous ne pouvons pas plaire à tout le monde. » Et son collègue au FMI, Fritz Zurbrugg, d'ajouter : « Je suis ici pour représenter huit pays. Je ne suis pas un Suisse qui parle des problèmes du Turkménistan. Ma tâche est de défendre le Turkménistan. [...] Le reste concerne ma conscience. »

La loi fédérale sur la participation aux institutions de Bretton Woods ne réduit cependant pas ce genre de questions à une affaire de conscience. Il stipule que le Conseil fédéral doit prendre en compte les principes de politique de développement au FMI, c'est-à-dire aussi les droits humains.

Pour autant que nous puissions en juger, les contraintes du groupe de vote n'induisent pas une coopération suisse au développement dans les pays d'Asie centrale différente de celle dans d'autres pays. Seuls le Kirghizistan et le Tadjikistan – qui figurent les deux parmi les pays les plus pauvres – obtiennent

un volume d'aide correspondant à un pays de concentration (voir tableau). Les programmes en Ouzbékistan et en Azerbaïdjan sont plus petits. Ces derniers mois, l'administration fédérale s'est demandée s'il convenait de continuer d'aider l'Ouzbékistan, alors même qu'il avait quitté le groupe de vote. La politique d'usage exigerait de poursuivre, car la coopération suisse au développement ne saurait être la contrepartie d'une complaisance politique.

#### L'Asie centrale en crise

Après le 11 septembre 2001, les républiques d'Asie centrale sont devenues intéressantes pour les Etats-Unis du fait de leurs frontières avec l'Afghanistan et parce qu'elles sont presque toutes confrontées à des mouvements d'opposition islamistes en partie armés. C'est pourquoi des régimes brutaux comme celui de l'Ouzbékistan sont devenus du jour au lendemain des alliés dans la « guerre contre le terrorisme ».

L'accent de la coopération sur la politique de sécurité n'a pas apporté grand-chose aux peuples de l'Asie centrale. En février, l'International Crisis Group a publié un rapport alarmant. Selon lui, le Kirghizistan et le Tadjikistan seraient au bord d'une « désintégration systémique catastrophique » de leurs infrastructures. Une telle situation ne serait qu'une question de temps dans les autres républiques plus riches. Les élites dirigeantes refuseraient de considérer ces problèmes. Les pays donateurs et les banques de développement n'entreprendraient rien pour amener, d'une manière coordonnée, les gouvernements à des concessions. L'aide serait « souvent versée pour accomplir des plans annuels ou atteindre des objectifs géopolitiques plus importants ». Les efforts des organisations de développement seraient affaiblis par la cour que les hauts représentants des Etats-Unis et de l'Union européenne feraient régulièrement à ces régimes.

En bref, ce ne serait pas un luxe que le Parlement exige du Conseil fédéral une analyse sans fard de la situation ainsi qu'un rapport sur les objectifs politiques que la Suisse entend poursuivre à l'avenir en Asie centrale. Les pays arabes, avant les explosions de révolte de cette année, n'allaient pas plus mal que les pays d'Asie centrale ; leur situation était même à bien des égards meilleure.

L'Asie centrale en un coup d'œil				
Pays	RNB/hab 2009 (\$)	PNB/hab 2009 en % du PNB/hab de 1989 ou 1990 <sup>1</sup>	Total aide occidentale depuis 1993 (mio \$)	Total aide suisse de- puis 1993-94 (mio \$) (pourcentage du total de l'aide occidentale)
Azerbaïdjan	4 840	161 %	1707.8	63.1 (3.7 %)
Kazakhstan	6 920	147 %	2672.9	4.4 (0.2 %)
Kirghizistan	870	83 %	1935.4	207.9 (10.7 %)
Tadjikistan	700	57 %	1453.6	155.2 (10.7 %)
Turkménistan	3420	172 %	272.3	1.6 (0.6 %)
Ouzbékistan	1100	129 %	2143.5	57.2 (2.7 %)

1. Ainsi, le produit national brut par habitant du Tadjikistan ne représentait en 2009 que 57 pour cent de celui de 1989. Calcul en valeur du dollar constant de 2000.